

<http://www.ujfp.org/spip.php?article8131>

The logo for UJFP (Union des Journalistes Français de Presse) is displayed in a stylized, pixelated font. The letters are dark red with a white outline, set against a light blue and white background.

# Je suis prof - Seize brèves réflexions contre la terreur et l'obscurantisme, en hommage à Samuel Paty

The logo for lmsi (Les Mots Sont Importants) is located on a yellow rectangular background. It features a stylized icon of three horizontal lines with dots, followed by the text 'lmsi' in a bold, pink font, and 'Les mots sont importants' in a smaller, pink font below it.

pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : samedi 24 octobre 2020

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

par [Pierre Tevanian](#)

22 octobre 2020

Les lignes qui suivent ont été inspirées par la nouvelle atroce de la mise à mort de mon collègue, Samuel Paty, et par la difficile semaine qui s'en est suivie. En hommage à un enseignant qui croyait en l'éducation, en la raison humaine et en la liberté d'expression, elles proposent une quinzaine de réflexions appelant, malgré l'émotion, à penser le présent, et en débattre, avec raison. Ces réflexions ne prétendent évidemment pas incarner la pensée de Samuel Paty, mais elles sont écrites *pour lui*, au sens où l'effort de pensée, de discernement, de nuances, de raison, a été fait *en pensant à lui*, et pour lui rendre hommage. Continuer de penser librement, d'exprimer, d'échanger les arguments, me paraît le meilleur des hommages.



1. Il y a d'abord eu, en apprenant la nouvelle, l'horreur, la tristesse, la peur, devant le crime commis, et des pensées pour les proches de Samuel Paty, ses collègues, ses élèves, toutes les communautés scolaires de France et, au-delà, toute la communauté des humains bouleversés par ce crime. Puis s'y est mêlée une rage causée par tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, et avant même d'en savoir plus sur les tenants et aboutissants qui avaient mené au pire, se sont empressés de dégainer des kits théoriques tendant à minimiser l'atrocité du crime ou à dissoudre toute la responsabilité de l'assassin (ou possiblement des assassins) dans des entités excessivement extensibles (que ce soit « l'islamisation » ou « l'islamophobie ») - sans compter ceux qui instrumentalisent l'horreur pour des agendas qu'on connaît trop bien : rétablissement de la peine de mort, chasse aux immigré.e.s, chasse aux musulman.e.s.

2. Il y a ensuite eu une peur, ou des peurs, en voyant repartir tellement vite, et à la puissance dix, une forme de réaction gouvernementale qui a de longue date fait les preuves de son inefficacité (contre la violence terroriste) et de sa nocivité (pour l'état du vivre-ensemble et des droits humains) : au lieu d'augmenter comme il faut les moyens policiers pour enquêter plus et mieux qu'on ne le fait déjà, pour surveiller, remonter des filières bien ciblées et les démanteler, mais aussi assurer en temps réel la protection des personnes qui la demandent, au moment où elles la demandent, on fait du spectacle avec des boucs émissaires.

Une sourde appréhension s'est donc mêlée à la peine, face au déferlement d'injures, de menaces et d'attaques islamophobes, anti-immigrés et anti-tchétchènes qui a tout de suite commencé, mais aussi face à l'éventualité d'autres attentats qui pourraient advenir dans le futur, sur la prévention desquels, c'est le moins que je puisse dire, toutes les énergies gouvernementales ne me semblent pas concentrées.

3. Puis, au fil des lectures, une gêne s'est installée, concernant ce que, sur les réseaux sociaux, je pouvais lire, « dans mon camp » cette fois-ci - c'est-à-dire principalement chez des gens dont je partage plus ou moins une certaine conception du combat antiraciste. Ce qui tout d'abord m'a gêné fut le fait d'énoncer tout de suite des analyses explicatives alors qu'au fond on ne savait à peu près rien sur le détail des faits : quel comportement avait eu précisément Samuel Paty, en montrant quels dessins, quelles interactions avaient eu lieu après-coup avec les élèves, avec les parents, qui avait protesté et en quels termes, sous quelles forme, qui avait envenimé le contentieux et comment s'était produit l'embrasement des réseaux sociaux, et enfin quel était le profil de l'assassin, quel était son vécu russe, tchétchène, français - son vécu dans toutes ses dimensions (familiale, socio-économique, scolaire, médicale), sa sociabilité et ses accointances (ou absences d'accointances) religieuses, politiques, délinquantes, terroristes ?

J'étais gêné par exemple par le fait que soit souvent validée a priori, dès les premières heures qui suivirent le crime, l'hypothèse que Samuel Paty avait « déconné », alors qu'on n'était même pas certain par exemple que c'était le dessin dégoûtant du prophète cul nu (j'y reviendrai) qui avait été montré en classe (puisqu'on lisait aussi que le professeur avait déposé plainte « pour diffamation » suite aux accusations proférées contre lui), et qu'on ne savait rien des conditions et de la manière dont il avait agencé son cours.

4. Par ailleurs, dans l'hypothèse (qui a fini par se confirmer) que c'était bien ce dessin, effectivement problématique (j'y reviendrai), qui avait servi de déclencheur ou de prétexte pour la campagne contre Samuel Paty, autre chose me gênait. D'abord cet oubli : montrer un dessin, aussi problématique soit-il, obscène, grossier, de mauvais goût, ou même raciste, peut très bien s'intégrer dans une démarche pédagogique, particulièrement en cours d'histoire - après tout, nous montrons bien des caricatures anti-juives ignobles quand nous étudions la montée de l'antisémitisme, me confiait un collègue historien, et cela ne constitue évidemment pas en soi une pure et simple perpétuation de l'offense raciste. Les deux cas sont différents par bien des aspects, mais dans tous les cas tout se joue dans la manière dont les documents sont présentés et ensuite collectivement commentés, analysés, critiqués. Or, sur ladite manière, en l'occurrence, nous sommes restés longtemps sans savoir ce qui exactement s'était passé, et ce que nous avons fini par apprendre est que Samuel Paty n'avait pas eu d'intention maligne : il s'agissait vraiment de discuter de la liberté d'expression, autour d'un cas particulièrement litigieux.

5. En outre, s'il s'est avéré ensuite, dans les récits qui ont pu être reconstitués (notamment dans [Libération](#)), que Samuel Paty n'avait fait aucun usage malveillant de ces caricatures, et que les parents d'élèves qui s'étaient au départ inquiétés l'avaient assez rapidement et facilement compris après discussion, s'il s'est avéré aussi qu'au-delà de cet épisode particulier, Samuel Paty était un professeur très impliqué et apprécié, chaleureux, blagueur, il est dommage que d'emblée, il n'ait pas été martelé ceci, aussi bien par les inconditionnels de l' « esprit Charlie » que par les personnes légitimement choquées par certaines des caricatures : que même dans le cas contraire, même si le professeur avait « déconné », que ce soit un peu ou beaucoup, que même s'il avait manqué de précautions pédagogiques, que même s'il avait intentionnellement cherché à blesser, bref : que même s'il avait été un « mauvais prof », hautain, fumiste, ou même raciste, rien, absolument rien ne justifiait ce qui a été commis.

Je me doute bien que, dans la plupart des réactions à chaud, cela allait sans dire, mais je pense que, dans le monde où l'on vit, et où se passent ces horreurs, tout désormais en la matière (je veux dire : en matière de mise à distance de l'hyper-violence) doit être dit, partout, même ce qui va sans dire.

En d'autres termes, même si l'on juge nécessaire de rappeler, à l'occasion de ce crime et des discussions qu'il

relance, qu'il est bon que tout ne soit pas permis en matière de liberté d'expression, cela n'est selon moi tenable que si l'on y adjoint un autre rappel : qu'il est bon aussi que tout ne soit pas permis dans la manière de limiter la liberté d'expression, dans la manière de réagir aux discours offensants, et plus précisément que doit être absolument proscrit le recours à la violence physique, a fortiori au meurtre. Nous sommes malheureusement en un temps, je le répète, où cela ne va plus sans dire.

6. La remarque qui précède est, me semble-t-il, le grand non-dit qui manque le plus dans tout le débat public tel qu'il se polarise depuis des années entre les « Charlie », inconditionnels de « la liberté d'expression », et les « pas Charlie », soucieux de poser des « limites » à la « liberté d'offenser » : ni la liberté d'expression ni sa nécessaire limitation ne doivent en fait être posées comme l'impératif catégorique et fondamental. Les deux sont plaidables, mais dans un espace de parole soumis à une autre loi fondamentale, sur laquelle tout le monde pourrait et devrait se mettre d'accord au préalable, et qui est le refus absolu de la violence physique.

Moyennant quoi, dès lors que cette loi fondamentale est respectée, et expressément rappelée, la liberté d'expression, à laquelle Samuel Paty était si attaché, peut et doit impliquer aussi le droit de dire qu'on juge certaines caricatures de *Charlie Hebdo* odieuses :

- ▶ celles par exemple qui amalgament le prophète des musulmans (et donc - par une inévitable association d'idées - l'ensemble des fidèles qui le vénèrent) à un terroriste, en le figurant par exemple surarmé, le nez crochu, le regard exorbité, la mine patibulaire, ou coiffé d'un turban en forme de bombe ;
- ▶ celle également qui blesse gratuitement les croyants (et les croyants lambda, tolérants, non-violents, tout autant voire davantage que des « djihadistes » avides de prétextes à faire couler le sang), en représentant leur prophète cul nu, testicules à l'air, une étoile musulmane à la place de l'anus ;
- ▶ celle qui animalise une syndicaliste musulmane voilée en l'affublant d'un faciès de singe ;
- ▶ celle qui représente la joueuse roumaine Simona Halep, gagnante de Roland-Garros, en *rom* au physique disgracieux, brandissant la coupe et criant « ferraille ! ferraille ! » ;
- ▶ celle qui nous demande d'imaginer « le petit Aylan », enfant de migrants kurdes retrouvé mort en méditerranée, « s'il avait survécu », et nous le montre devenu « tripoteur de fesses en Allemagne » (suite à une série de viols commis à Francfort) ;
- ▶ celle qui représente les esclaves sexuelles de Boko Haram, voilées et enceintes, en train de gueuler après leurs « allocs » ;
- ▶ celle qui fantasme une invasion ou une « islamisation » en forme de « grand remplacement », par exemple en nous montrant un musulman barbu dont la barbe démesurée envahit toute la page de Une, malgré un minuscule Macron luttant « contre le séparatisme », armé de ciseaux, mais ne parvenant qu'à en couper que quelques poils ;
- ▶ celle qui alimente le même fantasme d'invasion en figurant un Macron, déclarant que le port du foulard par des femmes musulmanes « ne le regarde pas » en tant que président, tandis que le reste de la page n'est occupé que par des femmes voilées, avec une légende digne d'un tract d'extrême droite : « La République islamique en marche ».

Sur chacun de ces dessins, publiés en Une pour la plupart, je pourrais argumenter en détail, pour expliquer en quoi

je les juge odieux, et souvent racistes. Bien d'autres exemples pourraient d'ailleurs être évoqués, comme une couverture publiée à l'occasion d'un attentat meurtrier commis à Bruxelles en mars 2016 et revendiqué par Daesh (ayant entraîné la mort de 32 personnes et fait 340 blessés), et figurant de manière pour le moins choquante le chanteur Stromae, orphelin du génocide rwandais, en train de chanter « Papaoutai » tandis que voltigent autour de lui des morceaux de jambes et de bras déchiquetés ou d'oeil exorbité. La liste n'est pas exhaustive, d'autres unes pourraient être évoquées - celles notamment qui nous invitent à rigoler (on est tenté de dire ricaner) sur le sort des femmes violées, des enfants abusés, ou des peuples qui meurent de faim.

On a le droit de détester cet humour, on a le droit de considérer que certaines de ces caricatures incitent au mépris ou à la haine raciste ou sexiste, entre autres griefs possibles, et on a le droit de le dire. On a le droit de l'écrire, on a le droit d'aller le dire en justice, et même en manifestation. Mais - cela allait sans dire, l'attentat de janvier 2015 oblige désormais à l'énoncer expressément - quel que soit tout le mal qu'on peut penser de ces dessins, de leur brutalité, de leur indécatesse, de leur méchanceté gratuite envers des gens souvent démunis, de leur racisme parfois, *la violence symbolique qu'il exercent est sans commune mesure avec la violence physique extrême que constitue l'homicide, et elle ne saurait donc lui apporter le moindre commencement de justification.*

On a en somme le droit de dénoncer avec la plus grande vigueur la violence symbolique des caricatures quand on la juge illégitime et nocive, car elle peut l'être, à condition toutefois de dire désormais ce qui, je le répète, aurait dû continuer d'aller sans dire mais va beaucoup mieux, désormais, en le disant : *qu'aucune violence symbolique ne justifie l'hyper-violence physique.* Cela vaut pour les pires dessins de *Charlie* comme pour les pires répliques d'un Zemmour ou d'un Dieudonné, comme pour tout ce qui nous offense - du plutôt douteux au parfaitement abject.

Que reste-t-il en effet de la liberté d'expression si l'on défend le droit à la caricature mais pas le droit à la critique des caricatures ? Que devient le débat démocratique si toute critique radicale de *Charlie* aujourd'hui, et qui sait de Zemmour demain, de Macron après-demain, est d'office assimilée à une incitation à la violence, donc à de la complicité de terrorisme, donc proscrite ?

Mais inversement, que devient cet espace démocratique si la dénonciation de l'intolérable et l'appel à le faire cesser ne sont pas précédés et tempérés par le rappel clair et explicite de l'interdit fondamental du meurtre ?

7. Autre chose m'a gêné dans certaines analyses : l'interrogation sur les « vrais responsables », formulation qui laisse entendre que « derrière » un responsable « apparent » (l'assassin) il y aurait « les vrais responsables », qui seraient d'autres que lui. Or s'il me paraît bien sûr nécessaire d'envisager dans toute sa force et toute sa complexité l'impact des déterminismes sociaux, il est problématique de dissoudre dans ces déterminismes toute la responsabilité individuelle de ce jeune de 18 ans - ce que la sociologie ne fait pas, contrairement à ce que prétendent certains polémistes, mais que certains discours peuvent parfois faire.

Que chacun s'interroge toujours sur sa possible responsabilité est plutôt une bonne chose à mes yeux, si toutefois on ne pousse pas le zèle jusqu'à un « on est tous coupables » qui dissout toute culpabilité réelle et arrange les affaires des principaux coupables. Ce qui m'a gêné est l'enchaînement de questions qui, en réponse à la question « qui a tué ? », met comme en concurrence, à égalité, d'une part celui qui a effectivement commis le crime, et d'autre part d'autres personnes ou groupes sociaux (la direction de l'école, la police, le père d'élève ayant lancé la campagne publique contre Samuel Paty sur Youtube, sa fille qui semble l'avoir induit en erreur sur le déroulement de ses cours) qui, quel que soit leur niveau de responsabilité, n'ont en aucun cas « tué » - la distinction peut paraître simple, voire simpliste, mais me paraît, pour ma part, cruciale à maintenir.

8. Ce qui m'a gêné, aussi, et même écoeuré lorsque l'oubli était assumé, et que « le système » néolibéral et islamophobe devenait « le principal responsable », voire « l'ennemi qu'il nous faut combattre », au singulier, ce fut une absence, dans la liste des personnes ou des groupes sociaux pouvant, au-delà de l'individu Abdoullakh

Abouyezidovitch, se partager une part de responsabilité. Ce qui me gêna fut l'oubli ou la minoration du rôle de l'entourage plus ou moins immédiat du tueur - qu'il s'agisse d'un groupe terroriste organisé ou d'un groupe plus informel de proches ou de moins proches (via les réseaux sociaux), sans oublier, bien entendu, l'acolyte de l'irresponsable « père en colère » : un certain Abdelhakim Sefrioui, [entrepreneur de haine pourtant bien connu, démasqué et ostracisé de longue date dans les milieux militants](#), à commencer par les milieux pro-palestiniens et la militance anti-islamophobie.

Je connais les travaux sociologiques qui critiquent à juste titre l'approche *mainstream*, focalisée exclusivement les techniques de propagande des organisations terroristes, et qui déplacent la focale sur l'étude des conditions sociales rendant audible et « efficace » lesdites techniques de propagande. Mais justement, on ne peut prendre en compte ces conditions sociales sans observer aussi comment elles pèsent d'une façon singulière sur les individus, dont la responsabilité n'est pas évacuée. Et l'on ne peut pas écarter, notamment, la responsabilité des individus ou des groupes d' « engraineurs », surtout si l'on pose la question en ces termes : « qui a tué ? ».

9. Le temps du choc, du deuil et de l'amertume « contre mon propre camp » fut cela dit parasité assez vite par un vacarme médiatique assourdissant, charriant son lot d'infamie dans des proportions autrement plus terrifiantes.

[Samuel Gontier, fidèle « au poste »](#), en a donné un aperçu glaçant :

- ▶ des panels politiques dans lesquels « l'équilibre » invoqué par le présentateur (Pascal Praud) consiste en un trio *droite, droite extrême et extrême droite* (LREM, Les Républicains, Rassemblement national), et où les différentes familles de la gauche (Verts, PS, PCF, France insoumise, sans même parler de l'extrême gauche) sont tout simplement exclues ;
- ▶ des « débats » où sont mis sérieusement à l'agenda l'expulsion de toutes les femmes portant le foulard, la déchéance de nationalité pour celles qui seraient françaises, la réouverture des « bagnes » « dans îles Kerguelen », le rétablissement de la peine de mort, et enfin la « criminalisation » de toutes les idéologies musulmanes conservatrices, « pas seulement le djihadisme mais aussi l'islamisme » (un peu comme si, à la suite des attentats des Brigades Rouges, de la Fraction Armée Rouge ou d'Action Directe, on avait voulu criminaliser, donc interdire et dissoudre toute la gauche socialiste, communiste, écologiste ou radicale, sous prétexte qu'elle partageait avec les groupes terroristes « l'opposition au capitalisme ») ;
- ▶ des « plateaux » sur lesquels un Manuel Valls peut appeler en toute conscience et en toute tranquillité, sans causer de scandale, à piétiner la Convention Européenne des Droits Humains : « S'il nous faut, dans un moment exceptionnel, s'éloigner du droit européen, faire évoluer notre Constitution, il faut le faire. », « Je l'ai dit en 2015, nous sommes en guerre. Si nous sommes en guerre, donc il faut agir, frapper. ».

10. Puis, très vite, il y a eu cette offensive du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin contre le CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France), dénuée de tout fondement du point de vue de la lutte anti-terroriste - puisque l'association n'a évidemment pris aucune part dans le crime du 17 octobre 2020, ni même dans la campagne publique (sur Youtube et Twitter) qui y a conduit.

Cette dénonciation - proprement calomnieuse, donc - s'est autorisée en fait d'une montée en généralité, en abstraction et même en « nébulosité », et d'un grossier sophisme : le meurtre de Samuel Paty est une atteinte aux « valeurs » et aux « institutions » de « la République », que justement le CCIF « combat » aussi - moyennant quoi le CCIF a « quelque chose à voir » avec ce crime et il doit donc être dissous, CQFD. L'accusation n'en demeure pas moins fantaisiste autant qu'infamante, puisque le « combat » de l'association, loin de viser les principes et les institutions républicaines en tant que telles, vise tout au contraire *leur manque d'effectivité* : toute l'activité du CCIF (c'est vérifiable, sur le site de l'association aussi bien que dans les rapports des journalistes, au fil de l'actualité, depuis des années) consiste à combattre la discrimination en raison de l'appartenance ou de la pratique réelle ou supposée d'une religion, donc à faire appliquer *une loi de la république*. Le CCIF réalise ce travail par les moyens les plus républicains qui soient, en rappelant l'état du Droit, en proposant des médiations ou en portant devant la Justice, *institution républicaine s'il en est*, des cas d'atteinte au principe d'égalité, *principe républicain s'il en est*.

Ce travail fait donc du CCIF une institution précieuse (en tout cas dans une république démocratique) qu'on appelle un « contre-pouvoir » : en d'autres termes, un ennemi de l'arbitraire d'État et non de la « République ». Son travail d'alerte contribue même à *sauver* ladite République, d'elle-même pourrait-on dire, ou plutôt de ses serviteurs défaillants et de ses démons que sont le racisme et la discrimination.

Il s'est rapidement avéré, du coup, que cette offensive sans rapport réel avec la lutte anti-terroriste s'inscrivait en fait dans un tout autre agenda, dont on avait connu les prémisses dès le début de mandat d'Emmanuel Macron, dans [les injures violentes et les tentatives d'interdiction de Jean-Michel Blanquer contre le syndicat Sud éducation 93](#), ou plus récemment dans [l'acharnement haineux du député Robin Réda](#), censé diriger une audition parlementaire antiraciste, contre les associations de soutien aux immigrés, et notamment le GISTI (Groupe d'Information et de Soutien aux Immigrés). Cet agenda est ni plus ni moins que la mise hors-jeu des « corps intermédiaires » de la société civile, et en premier lieu des contre-pouvoirs que sont les associations antiracistes et de défense des droits humains, ainsi que les syndicats, en attendant le tour des partis politiques - confère, déjà, la brutalisation du débat politique, et notamment [les attaques tout à fait inouïes](#), contraires pour le coup à la tradition républicaine, de Gérald Darmanin contre les écologistes (Julien Bayou, Sandra Regol et Esther Benbassa) puis contre la France insoumise et son supposé [« islamo-gauchisme qui a détruit la république »](#), ces dernières semaines, avant donc le meurtre de Samuel Paty.

Un agenda dans lequel figure aussi, on vient de l'apprendre, un combat judiciaire contre le site d'information [Mediapart](#).

11. Il y a eu ensuite l'annonce de ces « actions coup de poing » contre des associations et des lieux de culte musulmans, dont le ministre de l'Intérieur lui-même a admis qu'elles n'avaient aucun lien avec l'enquête sur le meurtre de Samuel Paty, mais qu'elles servaient avant tout à « adresser un message », afin que « la sidération change de camp ». L'aveu est terrible : l'heure n'est pas à la défense d'un modèle (démocratique, libéral, fondé sur l'État de Droit et ouvert à la pluralité des opinions) contre un autre (obscurantiste, fascisant, fondé sur la terreur), mais à une *rivalité mimétique*. À la terreur on répond par la terreur, sans même prétendre, comme le fit naguère un Charles Pasqua, qu'on va « terroriser les terroristes » : ceux que l'on va terroriser ne sont pas les terroristes, on le sait, on le dit, on s'en contrefout et on répond au meurtre par la bêtise et la brutalité, à l'obscurantisme « religieux » par l'obscurantisme « civil », au chaos de l'hyper-violence par le chaos de l'arbitraire d'État.

12. On cible donc des mosquées alors même qu'on apprend (notamment dans [la remarquable enquête de Jean-Baptiste Naudet](#), dans *L'Obs*) que le tueur ne fréquentait aucune mosquée - ce qui était le cas, déjà, de bien d'autres tueurs lors des précédents attentats.

On s'attaque au « séparatisme » et au « repli communautaire » alors même qu'on apprend (dans la même enquête) que le tueur n'avait aucune attache ou sociabilité dans sa communauté - ce qui là encore a souvent été le cas dans le passé.

On préconise des cours intensifs de catéchisme laïque dans les écoles, des formations intensives sur la liberté d'expression, avec distribution de « caricatures » dans tous les lycées, alors que le tueur était déscolarisé depuis un moment et n'avait commencé à se « radicaliser » qu'en dehors de l'école (et là encore se rejoue un schéma déjà connu : il se trouve qu'un des tueurs du Bataclan fut élève dans l'établissement où j'exerce, un élève dont tous les professeurs se souviennent comme d'un élève sans histoires, et dont la famille n'a pu observer des manifestations de « radicalisation » qu'après son bac et son passage à l'université, une fois qu'il était entré dans la vie professionnelle).

Et enfin, ultime protection : Gérald Darmanin songe à réorganiser les rayons des supermarchés ! Il y aurait matière à rire s'il n'y avait pas péril en la demeure. On pourrait s'amuser d'une telle absurdité, d'une telle incompétence, d'une

telle disjonction entre la fin et les moyens, si l'enjeu n'était pas si grave. On pourrait sourire devant les gesticulations martiales d'un ministre qui avoue lui-même tirer « à côté » des véritables coupables et complices, lorsque par exemple il ordonne des opérations contre des institutions musulmanes « sans lien avec l'enquête ». On pourrait sourire s'il ne venait pas de se produire une attaque meurtrière atroce, qui advient après plusieurs autres, et s'il n'y avait pas lieu d'être *sérieux, raisonnable, concentré* sur quelques objectifs bien définis : mieux surveiller, repérer, voir venir, mieux prévenir, mieux intervenir dans l'urgence, mieux protéger. On pourrait se payer le luxe de se disperser et de discuter des tenues vestimentaires ou des rayons de supermarché s'il n'y avait pas des vies humaines en jeu - certes pas la vie de nos dirigeants, surprotégés par une garde rapprochée, mais celles, notamment, des professeurs et des élèves.

13. Cette futilité, cette frivolité, cette bêtise serait moins coupable s'il n'y avait pas aussi un gros soubassement de violence islamophobe. Cette bêtise serait innocente, elle ne porterait pas à conséquence si les mises en débat du vêtement ou de l'alimentation des diverses « communautés religieuses » n'étaient pas surdéterminées, depuis de longues années, par de très lourds et violents stéréotypes racistes. On pourrait causer lingerie et régime alimentaire si les us et coutumes religieux n'étaient pas des stigmates sur-exploités par les racistes de tout poil, si le refus du porc ou de l'alcool par exemple, ou bien le port d'un foulard, n'étaient pas depuis des années des motifs récurrents d'injure, d'agression, de discrimination dans les études ou dans l'emploi.

Il y a donc une bêtise insondable dans cette mise en cause absolument hors-sujet des commerces ou des rayons d'« alimentation communautaire » qui, dixit Darmanin, « flatteraient » les « plus bas instincts », alors que (confère toujours [l'excellente enquête de Jean-Baptiste Naudet](#) dans L'Obs) l'homme qui a tué Samuel Paty (comme l'ensemble des précédents auteurs d'attentats meurtriers) n'avait précisément pas d'ancrage dans une « communauté » - ni dans l'immigration tchétchène, ni dans une communauté religieuse localisée, puisqu'il ne fréquentait aucune mosquée.

Et il y a dans cette bêtise une méchanceté tout aussi insondable : un racisme sordide, à l'encontre des musulmans bien sûr, mais pas seulement. Il y a aussi un mépris, une injure, un piétinement de la mémoire des morts juifs - puisque parmi les victimes récentes des tueries terroristes, il y a précisément des clients d'un commerce communautaire, [l'Hyper Cacher](#), *choisis pour cible et tués précisément en tant que tels*.



Telle est la vérité, cruelle, qui vient d'emblée s'opposer aux élucubrations de Gérard Darmanin : en incriminant les modes de vie « communautaires », et plus précisément la fréquentation de lieux de culte ou de commerces « communautaires », le ministre stigmatise non pas les coupables de la violence terroriste (qui se caractérisent au contraire par la solitude, l'isolement, le surf sur internet, l'absence d'attaches communautaires et de pratique religieuse assidue, l'absence en tout cas de fréquentation de lieux de cultes) mais bien certaines de ses victimes (des fidèles attaqués sur leur lieu de culte, ou de courses).



14. Puis, quelques jours à peine après l'effroyable attentat, sans aucune concertation sur le terrain, auprès de la profession concernée, est tombée par voie de presse (comme d'habitude) une stupéfiante nouvelle : l'ensemble des Conseils régionaux de France a décidé de faire distribuer un « recueil de caricatures » (on ne sait pas lesquelles) dans tous les lycées. *S'il faut donner son sang, allez donner le vôtre*, disait la chanson. Qu'ils aillent donc, ces élus, distribuer eux-mêmes leurs petites bibles républicaines, sur les marchés. Mais non : c'est notre sang à nous, petits profs de merde, méprisés, sous-payés, insultés depuis des années, qui doit couler, a-t-il été décidé en haut lieu. Et possiblement aussi celui de nos élèves.

Car il faut se rendre à l'évidence : si cette information est confirmée, et si nous acceptons ce rôle de héros et martyrs d'un pouvoir qui joue aux petits soldats de plomb avec des profs et des élèves de chair et d'os, nous devenons officiellement la cible privilégiée des groupes terroristes. À un ennemi qui ne fonctionne, dans ses choix de cibles et dans sa communication politique, qu'au défi, au symbole et à l'invocation de l'honneur du Prophète, nos dirigeants répondent en toute irresponsabilité par le défi, le symbole, et la remise en jeu de l'image du Prophète. À quoi doit-on s'attendre ? Y sommes-nous prêts ? Moi non.

15. Comme si tout cela ne suffisait pas, voici enfin que le leader de l'opposition de gauche, celui dont on pouvait espérer, au vu de ses engagements récents, quelques mises en garde élémentaires mais salutaires contre les amalgames et la stigmatisation haineuse des musulmans, n'en finit pas de nous surprendre ou plutôt de nous consterner, de nous horrifier, puisqu'il s'oppose effectivement à la chasse aux musulmans, mais pour nous inviter aussitôt à une autre chasse : la chasse aux Tchétchènes :

« Moi, je pense qu'il y a un problème avec la communauté tchétchène en France ».

Il suffit donc de deux crimes, commis tous les deux par une personne d'origine tchétchène, ces dernières années (l'attentat de l'Opéra en 2018, et celui de Conflans en 2020), plus une méga-rixe à Dijon cet été impliquant quelques dizaines de Tchétchènes, pour que notre homme de gauche infère tranquillement un « problème tchétchène », impliquant toute une « communauté » de plusieurs dizaines de milliers de personnes vivant en France.

« Ils sont arrivés en France car le gouvernement français, qui était très hostile à Vladimir Poutine, les accueillait à bras ouverts », nous explique Jean-Luc Mélenchon.

« À bras ouverts », donc, comme dans un discours de Le Pen - le père ou la fille. Et l'on a bien entendu : le motif de l'asile est une inexplicable « hostilité » de la France contre le pauvre Poutine - et certainement pas une persécution sanglante commise par ledit Poutine, se déclarant prêt à aller « buter » lesdits Tchétchènes « jusque dans les chiottes ».

« Il y a sans doute de très bonnes personnes dans cette communauté » finit-il par concéder à son intervieweur interloqué. On a bien lu, là encore : « sans doute ». Ce n'est donc même pas sûr. Et « de très bonnes personnes », ce qui veut dire en bon français : *quelques-unes*, pas des masses.

« Mais c'est notre devoir national de s'en assurer », s'empresse-t-il d'ajouter - donc même le « sans doute » n'aura pas fait long feu. Et pour finir en apothéose :

« Il faut reprendre un par un tous les dossiers des Tchétchènes présents en France et tous ceux qui ont une activité sur les réseaux sociaux, comme c'était le cas de l'assassin ou d'autres qui ont des activités dans l'islamisme politique (...), doivent être capturés et expulsés ».

Là encore, on a bien lu : « tous les dossiers des Tchétchènes présents en France », « un par un » ! Quant aux suspects, ils ne seront pas « interpellés », ni « arrêtés », mais « capturés » : le vocabulaire est celui de la chasse, du

safari. Voici donc où nous emmène le chef du principal parti d'opposition de gauche.

16. Enfin, quand on écrira l'histoire de ces temps obscurs, il faudra aussi raconter cela : comment, à l'heure où la nation était invitée à s'unir dans le deuil, dans la défense d'un modèle démocratique, dans le refus de la violence, une violente [campagne de presse et de tweet](#) fut menée pour que soient purement et simplement virés et remplacés les responsables de l'Observatoire de la laïcité, Nicolas Cadène et Jean-Louis Bianco, pourtant restés toujours fidèles à l'esprit et à la lettre des lois laïques, et que les deux hommes furent à cette fin accusés d'avoir « désarmé » la République et de s'être « mis au service » des « ennemis » de ladite laïcité et de ladite république - en somme d'être les complices d'un tueur de prof, puisque c'est de cet ennemi-là qu'il était question.



Il faudra raconter que des universitaires absolument irréprochables sur ces questions, comme Mame Fatou Niang et Éric Fassin, furent mis en cause violemment par des tweeters, l'une en recevant d'abjectes vidéos de décapitation, l'autre recevant des menaces de subir la même chose, avec dans les deux cas l'accusation d'être responsables de la mort de Samuel Paty.

Il faudra se souvenir qu'un intellectuel renommé, invité sur tous les plateaux, proféra tranquillement, là encore sans être recadré par les animateurs, le même type d'accusations à l'encontre de la journaliste et chroniqueuse Rokhaya Diallo : en critiquant *Charlie Hebdo*, elle aurait « poussé à armer les bras des tueurs », et « entraîné » la mort des douze de *Charlie hebdo*.

Il faudra se souvenir qu'au sommet de l'État, enfin, en ces temps de deuil, de concorde nationale et de combat contre l'obscurantisme, le ministre de l'Éducation nationale lui-même attisa ce genre de mauvaise querelle et de [mauvais procès](#) - c'est un euphémisme - en déclarant notamment ceci :

« Ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages, il fait des ravages à l'université. Il fait des ravages quand l'UNEF cède à ce type de chose, il fait des ravages quand dans les rangs de la France Insoumise, vous avez des gens qui sont de ce courant-là et s'affichent comme tels. Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène au pire. »

Il faudra raconter ce que ces sophismes et ces purs et simples mensonges ont construit ou tenté de construire : un « consensus national » fondé sur une rage aveugle plutôt que sur un deuil partagé et un « plus jamais ça » sincère et réfléchi. Un « consensus » singulièrement diviseur en vérité, excluant de manière radicale et brutale tous les contre-pouvoirs humanistes et progressistes qui pourraient tempérer la violence de l'arbitraire d'État, et apporter leur contribution à l'élaboration d'une riposte anti-terroriste pertinente et efficace : le mouvement antiraciste, l'opposition de gauche, la sociologie critique... Et incluant en revanche, sans le moindre état d'âme, une droite républicaine radicalisée comme jamais, ainsi que l'extrême droite lepéniste.

Je ne sais comment conclure, sinon en redisant mon accablement, ma tristesse, mon désarroi, ma peur - pourquoi le cacher ? - et mon sentiment d'impuissance face à une brutalisation en marche. La brutalisation de la vie politique s'était certes enclenchée bien avant ce crime atroce - [l'évolution du maintien de l'ordre pendant tous les derniers mouvements sociaux](#) en témoigne, et les noms de [Lallement](#) et de [Benalla](#) en sont deux bons emblèmes.

Mais cet attentat, comme les précédents, nous fait évidemment franchir un cap dans l'horreur. Quant à la réponse à cette horreur, elle s'annonce désastreuse et, loin d'opposer efficacement la force à la force (ce qui peut se faire mais suppose le discernement), elle rajoute de la violence aveugle à de la violence aveugle - tout en nous exposant et en nous fragilisant comme jamais. Naïvement, avec sans doute un peu de cet idéalisme qui animait Samuel Paty, j'en appelle au sursaut collectif, et à la raison.

Pour reprendre un mot d'ordre apparu suite à ce crime atroce, je suis prof. Je suis prof au sens où je me sens solidaire de Samuel Paty, où sa mort me bouleverse et me terrifie, mais je suis prof aussi parce que c'est tout simplement le métier que j'exerce. Je suis prof et je crois donc en la raison, en l'éducation, en la discussion. Depuis vingt-cinq ans, j'enseigne avec passion la philosophie et je m'efforce de transmettre le goût de la pensée, de la liberté de penser, de l'échange d'arguments, du débat contradictoire. Je suis prof et je m'efforce de transmettre ces belles valeurs complémentaires que sont la tolérance, la capacité d'indignation face à l'intolérable, et la non-violence dans l'indignation et le combat pour ses idées.

Je suis prof et depuis vingt-cinq ans je m'efforce de promouvoir le respect et l'égalité de traitement, contre tous les racismes, tous les sexismes, toutes les homophobies, tous les systèmes inégalitaires. Et je refuse d'aller mourir au front pour une croisade faussement « républicaine », menée par [un ministre de l'Intérieur qui a commencé sa carrière politique, entre 2004 et 2008, dans le giron de l'extrême droite monarchiste](#) (auprès de [Christian Vanneste](#) et de *Politique magazine*, l'organe de l'Action française). Je suis prof et je refuse de sacrifier tout ce en quoi je crois pour la carrière d'un ministre qui en 2012, encore, militait avec acharnement, aux côtés de « La manif pour tous », pour que les homosexuels n'aient pas les mêmes droits que les autres - sans parler de [son rapport aux femmes, pour le moins problématique](#), et de ce que notre grand républicain appelle, en un délicat euphémisme, sa « vie de jeune homme ».

Je suis prof et j'enseigne [la laïcité, la vraie](#), celle qui s'est incarnée dans de belles lois en 1881, 1882, 1886 et 1905, et qui n'est rien d'autre qu'une machine à produire plus de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais ce n'est pas cette laïcité, loin s'en faut, qui se donne à voir ces jours-ci, moins que jamais, quand bien même le mot est répété à l'infini. C'est au contraire une politique liberticide, discriminatoire donc inégalitaire, suspicieuse ou haineuse plutôt que fraternelle, que je vois se mettre en place, sans même l'excuse de l'efficacité face au terrorisme.

Je suis prof, et cette vraie laïcité, ce goût de la pensée et de la parole libre, je souhaite continuer de les promouvoir. Et je souhaite pour cela rester en vie. Et je souhaite pour cela rester libre, maître de mes choix pédagogiques, dans des conditions matérielles qui permettent de travailler. Et je refuse donc de devenir l'otage d'un costume de héros ou de martyr taillé pour moi par des aventuriers sans jugeote, sans cœur et sans principes - ces faux amis qui ne savent qu'encenser des profs morts et mépriser les profs vivants.